

# Les investisseurs étrangers accélèrent en France

En deux ans, leurs implantations ont bondi de 70 %, ce qui réduit l'écart avec le Royaume-Uni et l'Allemagne

Onze ans que la Moselle attendait cela ! A Illange, près de Thionville, une « méga-zone » de 130 hectares avait bien été aménagée en 2007 pour accueillir des investissements étrangers. Mais elle était jusqu'à présent demeurée déserte, le gigantesque projet franco-chinois Terra Lorraine étant tombé à l'eau avec les 3 000 emplois promis. Autant dire que l'arrivée d'un premier industriel, annoncée le 30 mai, met du baume au cœur des Lorrains. L'allemand Knauf va construire sur cette friche une usine de laine de roche pour l'isolation. Un investissement de 110 millions d'euros, qui devrait créer 123 emplois directs, et trois à quatre fois plus d'emplois indirects.

Pendant des mois, Knauf a hésité avec le Luxembourg voisin. « Financièrement, leur offre était meilleure, compte tenu d'une fiscalité attractive et d'un coût du travail inférieur », explique Mark Leverton, le directeur général pour l'Europe de l'Ouest. Mais là-bas, notre projet a fait débat, des élus s'y sont opposés, alors que nous avons reconstruit, en France, un comité d'accueil très professionnel et motivé. » Cap sur Illange, donc. Démarrage attendu fin 2019.

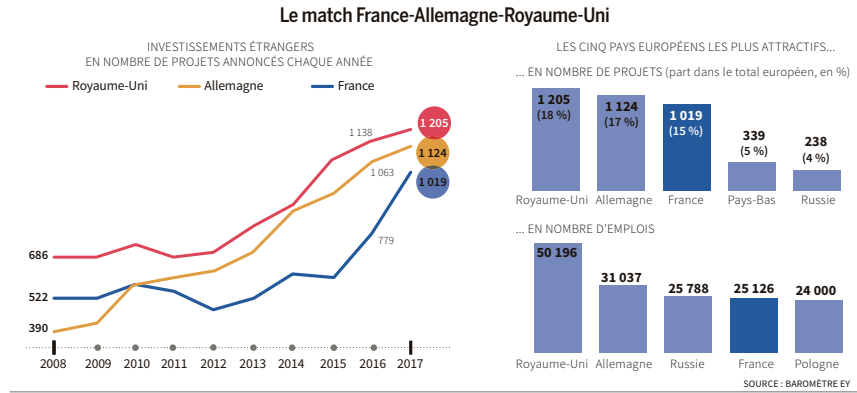
Knauf n'est pas un cas à part. Chaque semaine, de nouveaux groupes internationaux misent sur l'Hexagone. Le 4 juin, le distributeur néerlandais Action a en-

**Pour la première fois, Paris est même jugée la métropole la plus attractive d'Europe, devant Londres et Berlin**

core annoncé son intention de construire, à Angers, une plateforme logistique qui devrait employer plus de 500 personnes. Le bilan ? En matière d'investissements étrangers, la France est de retour. Après une longue période critique, elle est en train de rattraper le retard pris sur le Royaume-Uni et l'Allemagne, et recolle au peloton de tête européen.

Les chiffres publiés lundi 11 juin par le groupe de conseil EY (ex-Ernst & Young) sont frappants. En 2017, quelque 1 019 investissements étrangers ont été annoncés en France, un bond de 31 % par rapport à 2016. La hausse atteint 70 % en deux ans, un mouvement beaucoup plus marqué qu'en Allemagne (+18 % depuis 2015) et au Royaume-Uni (+13 %).

Résultat, si le haut du classement européen reste inchangé, l'écart s'est nettement resserré. Le Royaume-Uni domine toujours, avec 18 % des investissements internationaux dévoilés en 2017. Mais l'Allemagne le suit de très près, avec 17 % du total, et la



France n'est plus très loin (15 %). « Elle se rapproche à grande vitesse des deux grands pays concurrents », confirme Marc Lhermitte, un des associés d'EY qui a contribué à l'étude. La France est notamment revenue dans la course en ce qui concerne les sièges sociaux. Pour la première fois, Paris est même jugée la métropole la plus attractive d'Europe, devant Londres et Berlin, selon un échantillon de 502 dirigeants internationaux sondés pour le cabinet d'audit EY en janvier.

Le phénomène tient avant tout à la nouvelle force de séduction de la France. Vu de Milwaukee (Wisconsin) ou de Tokyo, le pays a longtemps paru compliqué, coûteux, englué dans ses difficultés. Les réformes engagées depuis le milieu du mandat de François Hollande pour redresser la compétitivité des entreprises, puis celles lancées par Emmanuel Macron, notamment en droit du travail, ont modifié cette image. « La perception de la France comme pays d'implantation n'a jamais été aussi positive

au cours des dix dernières années », assure EY, en s'appuyant sur plusieurs sondages effectués auprès des décideurs du monde entier. Et ceux-ci s'attendent à ce que la France poursuive ses efforts. En sens inverse, le Royaume-Uni a perdu de son aura avec le vote en faveur du Brexit. Le pays va-t-il vraiment quitter l'Union européenne ? Quelles seront ses futures relations commerciales avec le reste du continent ? En attendant d'y voir plus clair, beaucoup d'entreprises préfèrent retarder leurs investissements sur place, ou aller ailleurs. En un an, le nombre d'implantations de sièges étrangers a reculé de 31 % au Royaume-Uni.

cruter alors que le taux de chômage est tombé, en mai, à 5,2 %, son plus bas niveau depuis la réunification de 1990, et font face à une forte pression pour augmenter les rémunérations, déjà parmi les plus élevées d'Europe. Dans le BTP, les salaires vont par exemple être relevés de près de 6 %, selon un accord conclu en mai.

Tout cela conduit les investisseurs allemands comme étrangers à ne conserver sur place que les projets à forte valeur ajoutée, et à implanter ceux nécessitant beaucoup de main-d'œuvre dans des pays à plus bas coûts. En Pologne ou en République tchèque, par exemple.

« La France est bien partie, mais la compétition reste serrée », commente Jean-Pierre Liebu, ancien numéro deux du fisc devenu avocat chez EY. Dans le patronat, beaucoup poussent le gouvernement à réduire nettement les taxes sur les entreprises afin d'attirer davantage encore d'investissements.

Mais comment procéder sans accentuer le sentiment d'injustice sociale ni aggraver le déficit budgétaire ? C'est ce qu'a montré le récent débat sur les impôts de production. Le Medef et la Confédération des petites et moyennes entreprises militent depuis des années pour la baisse voire la suppression de ces taxes. Le premier ministre, Edouard Philippe, a renvoyé leur hypothétique diminution à la deuxième partie du quinquennat, « au fur et à mesure que des marges de manœuvre se dégageront ». ■

DENIS COSNARD

## L'usine d'ampoules de la Meuse ne verra jamais la lumière

CEUX QUI ESPÉRAIENT encore qu'une gigantesque usine d'ampoules LED serait construite un jour dans la Meuse peuvent faire une croix sur leur rêve. Ce projet, un des investissements étrangers les plus importants annoncés en France ces dernières années, est définitivement tombé à l'eau. La société qui avait été créée à Paris est en cours de liquidation. Quant aux deux responsables censés préparer l'ouverture du site, ils ne sont plus payés depuis des mois et viennent d'engager des actions en justice contre Inesa, le groupe de Shanghai qui devait lancer le chantier. Une première audience devant le conseil des prud'hommes de Paris est prévue en septembre.

« Le projet est abandonné, c'est sûr », confirme Zhao Qi Meng, un Chinois francophile qui devait en être la cheville ouvrière. En fait, Inesa n'a sans doute jamais vraiment voulu investir, et je suis tombé dans un piège. » Lionel Chen, qui travaillait à ses côtés dans des bureaux à Saint-Mandé (Val-de-Marne), se désespère lui aussi : « Ici, Inesa ne paye même plus l'eau ni l'électricité. Ce groupe a roulé tout le monde dans la fra-

rine, y compris le gouvernement français. » Le 21 mars 2016, le premier ministre Manuel Valls avait posé en personne la première pierre de la future usine à côté de la gare Meuse-TGV, entre Verdun et Bar-le-Duc, en présence des élus locaux et de l'ambassadeur de Chine en France. Quelque 200 emplois étaient prévus dans un premier temps, pour un coût de 100 millions d'euros, avant l'ouverture à terme d'un centre de recherche.

Rien ne s'est concrétisé Mais d'emblée, un doute émerge. « Il s'agissait d'une cérémonie marquant une intention plutôt qu'un investissement concret, précise très vite un communiqué d'Inesa destiné à apaiser les actionnaires chinois. Aucune décision n'a été prise. » De fait, le projet n'avance ensuite pas d'un iota, avant de sombrer totalement.

Que s'est-il passé ? Trois éléments ont semble-t-il fait dérailler l'investissement. A commencer par un changement côté chinois. « Au départ, nous avions passé un accord avec un entrepreneur motivé,

Zhuang Shenan, raconte Pascal Veillat, le patron du groupe Arelis, qui aurait dû devenir le partenaire-clé du projet. Mais son entreprise a été intégrée au groupe public Inesa, à Shanghai, et lui n'avait plus le même pouvoir. » Deuxième événement : au sein d'Inesa, la priorité dans l'éclairage a été donnée à une autre opération conclue au même moment, l'achat du grand fabricant Sylvania, qui a apporté au groupe chinois trois usines en Europe, dont une à Saint-Etienne, ainsi qu'un centre logistique près de Roissy (Val-d'Oise).

Enfin, les Chinois espéraient que les autorités françaises allaient soutenir le projet de la Meuse à coups de marchés publics. Ils imaginaient que des milliers de lampadaires classiques, notamment dans la Meuse, allaient être remplacés par d'autres fonctionnant avec des LED d'Inesa, et que l'usine bénéficierait ainsi d'un solide marché captif. Mais rien ne s'est concrétisé. Résultat : une belle photo avec M. Valls, beaucoup d'espoirs restés vains, et un terrain toujours en friche au pied de la gare Meuse-TGV. ■

DE. C.

## En manque de main-d'œuvre, l'Europe de l'Est courtise les Français

Un projet vise à promouvoir les postes vacants en République tchèque. Il est soutenu par Pôle emploi en France et des entreprises locales

VIENNE - correspondant

Scarlett Bertrand ne pensait pas un jour travailler à Prague. Cette Lyonnaise de 26 ans avait étudié l'anglais et l'espagnol. Mais après un séjour Erasmus en Hongrie, elle a été agréablement surprise par la qualité de la vie en Europe centrale et orientale, et par son faible taux de chômage. « Au lieu de rentrer en France, j'ai décidé de chercher un emploi à l'Est », raconte-t-elle. Après avoir facilement obtenu un stage dans une entreprise qui gère des colocations en République tchèque, elle a tout aussi rapidement été embauchée en CDI en 2017, dans la même équipe. La jeune femme ne regrette absolument pas son choix, malgré

une différence significative de salaire. Elle gagne en effet environ 1 000 euros par mois, un montant à relativiser, le coût de la vie étant moins élevé qu'en France. Et la langue ne représente pas une barrière : elle travaille surtout en anglais et en français. Si elle apprend actuellement le tchèque, c'est davantage pour bien s'intégrer dans son pays d'accueil que pour des raisons professionnelles. Son cas n'est pas isolé. Le nombre de Français installés comme elle en République tchèque a augmenté de 50 % en trois ans. Plus de 5 000 sont aujourd'hui inscrits au registre du consulat. Dans un pays où le taux de chômage est de 2,4 % et où 250 000 postes sont vacants, les entreprises se tournent de plus en plus souvent vers l'ambassade de

France pour lui demander comment recruter des francophones. « Vu les difficultés que connaissent les jeunes pour trouver un premier emploi en France, nous avons décidé de mettre en place un site Internet, Czechemploi.fr, destiné à regrouper les offres pour lesquelles la maîtrise du tchèque n'est pas obligatoire », explique Patrick Le Ménès, premier secrétaire à la représentation française de Prague. Cette initiative unique dans la région, mise en place fin avril, est soutenue financièrement par des entreprises et collectivités locales tchèques, en collaboration avec Pôle emploi en France. « Si nous participons à ce projet, précise Jean-Christophe Bonnin, le responsable du département mobilité de Pôle emploi, c'est

parce que l'une des principales barrières à l'emploi réside dans cette méconnaissance de la possibilité de mobilité. » Alors que 4 % des citoyens de l'Union européenne en âge de travailler vivent dans un autre pays que le leur, les Français comptent parmi les moins mobiles (1,3 %).

« Un bon niveau d'anglais suffit » Pourtant, deux dispositifs européens (Your first EURES job et Reactivate) permettent à des Français en recherche d'emploi d'obtenir des aides, en vue de s'expatrier. « Une personne qui souhaiterait partir travailler ailleurs en Europe peut bénéficier du remboursement de son déplacement pour un entretien d'embauche, d'une allocation de déménagement et de cours de langue, pour

un contrat d'au moins six mois. Il existe aussi des aides à la reconnaissance du diplôme, détaille Sandrine Delassus, chargée au sein de Pôle emploi du recrutement des entreprises en Europe centrale et orientale. Et si l'entreprise est une PME de moins de 250 salariés, elle peut bénéficier d'un soutien dans le cadre de financements européens. »

Même sans qualification et en parlant uniquement le français, il est possible de décrocher un CDI dans ce pays en pleine croissance, assure Mathieu Wellhoff, chargé du projet à l'Institut français de Prague. « Qui sait, par exemple, en France qu'il existe à Brno, la deuxième ville tchèque, un call center géant tous les clients francophones d'IBM, prêt à former les candidats en informa-

tion ? », souligne-t-il. Un bon niveau d'anglais suffit, la plupart du temps, pour obtenir un poste d'ingénieur dans des spécialités ayant du mal à recruter, comme le contrôle qualité. En postdoctorat, un jeune chercheur aura ici la chance d'avoir sa propre équipe dès le départ, ce qui est de moins en moins courant en France. »

Alors les pays de l'Est, terre d'opportunités ? Il est trop tôt pour tirer un bilan de cette initiative. Mais Scarlett Bertrand, séduite par la vie à Prague, encourage les jeunes gens à sauter le pas. D'après une étude de 2017, effectuée pour le compte d'InterNations, le premier site Internet à destination des travailleurs mobiles, il s'agit de la ville d'Europe la plus attractive pour les expatriés. ■

BLAISE GAUQUELIN